



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation dans les Outre-mer

Question au Gouvernement n° 4

Texte de la question

SITUATION DANS LES OUTRE-MER

Mme la présidente . La parole est à M. Jiovanny William.

M. Jiovanny William . Monsieur le Premier ministre, voilà plus de trente jours que la Martinique et la Guadeloupe sont confrontées à une crise aux racines anciennes à laquelle l'État n'apporte pas de réponse concrète et pérenne. Avec ma collègue Béatrice Bellay et les autres députés du groupe socialiste, nous vous avons interpellé dès votre nomination, sans obtenir de réponse de votre part.

Avec un surcoût de 40 % par rapport à l'Hexagone des prix des produits alimentaires, nos concitoyens consacrent une part significative de leur salaire à se nourrir. Ils aspirent à vivre dignement et non à survivre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*) Je ne viens pas ici quémander ou mendier l'amour de la mère patrie. « Liberté, Égalité, Fraternité », dit la Constitution... Et pourtant, la souffrance du peuple est réelle et il gronde légitimement.

Nous demandons en urgence un calendrier législatif en vue de l'adoption en 2025 de mesures concrètes contre la vie chère. Aux côtés des collectivités, nous, parlementaires, formulons des propositions sur la TVA, le tarif d'exportation, l'encadrement des prix et des marges. Nous vous demandons de répondre à nos questions, de prendre vos responsabilités et de vous déplacer urgemment en Martinique et en Guadeloupe (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC ainsi que sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et GDR*), notamment pour annoncer un premier train de mesures à court et moyen terme.

La mobilisation émane du monde citoyen et de l'association Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), désormais rejoints par les syndicats. En tant qu'élus, nous ne baisserons jamais les bras, *nou doubout deye sa* ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes SOC et LFI-NFP.*)

Monsieur le Premier ministre, quelles sont vos propositions concrètes ? Quand l'État viendra-t-il assumer ses responsabilités sur place, devant le peuple ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC, dont plusieurs députés se lèvent, ainsi que sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, EcoS et GDR.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des outre-mer.

M. François-Noël Buffet, *ministre des outre-mer*. La question de la vie chère, placée au cœur du discours de politique générale, constituera aussi le cœur des discussions et de l'action du Gouvernement. Le Premier ministre a déjà annoncé une hausse anticipée du Smic de 2 % au 1er novembre. (*Protestations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

La cherté de la vie concerne au premier chef nos compatriotes ultramarins. Les différences de coûts dues à l'éloignement, à une fiscalité différente et aux spécificités des petits marchés se traduisent directement dans les prix des produits alimentaires et de l'ensemble des produits de première nécessité.

Toutefois, comme l'Autorité de la concurrence l'a mis en évidence en 2019, les raisons des écarts de prix sont multiples et ne se résument pas à ces quelques facteurs. Un travail de fond a été entamé au niveau central pour s'attaquer à l'ensemble des causes de renchérissement des prix : une meilleure régulation du prix des carburants et un renforcement des contrôles de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ont été annoncés lors de la dernière réunion du comité interministériel des outre-mer.

Sur le terrain, le préfet de la Martinique réalise depuis plusieurs mois un travail complémentaire dont je salue la qualité. Il a débouché sur des propositions concrètes que sont venues compléter des suggestions de la collectivité territoriale de Martinique et de l'ensemble des acteurs locaux, dont les acteurs économiques.

Plusieurs groupes de travail ont aussi été organisés localement à cette fin.

Les pistes de solutions portent sur la baisse de l'octroi sur cinquante-quatre familles de produits et sur une baisse de coûts d'approche répercutées sur les distributeurs sous le contrôle de l'État. Elles devraient donner lieu à un programme de travail opérationnel impliquant l'ensemble des acteurs qui doivent contribuer à cet effort collectif. Nous nous engageons, le travail a commencé !

Mme la présidente . La parole est à M. Jiovanny William.

M. Jiovanny William . Monsieur le ministre, ne vous moquez pas du peuple : il vous regarde !
(*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC, dont plusieurs députés se lèvent, et sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. Thibault Bazin . Il ne s'est pas moqué de vous !

Mme Isabelle Santiago . Il faut agir d'urgence !

Données clés

Auteur : [M. Jiovanny William](#)

Circonscription : Martinique (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 octobre 2024